

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU



AO n° 30/2021/ABHS

OBJET : Etude de la délimitation des zones inondables de huit centres dans les provinces de Taza, Taounate et Khémisset.

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	5
ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2: CONSISTANCE DES ETUDES.....	5
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE.....	6
ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	6
ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	7
ARTICLE 7 : PRESENTATION DE DOCUMENTS	7
ARTICLE 8 : RELATION IC – AGENCE DE BASSIN.....	8
ARTICLE 9 : DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	8
ARTICLE 10 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE	8
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT	9
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE.....	9
ARTICLE 13: DELAI D'EXECUTION OU DATE D'ACHEVEMENT	9
ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX	10
ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX.....	10
ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF.....	10
ARTICLE 17 : RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE 18 : ASSURANCES - RESPONSABILITE.....	11
ARTICLE 19 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT.....	11
ARTICLE 20 : RECEPTION PROVISOIRE.....	11
ARTICLE 21 : DELAI DE GARANTIE	11
ARTICLE 22 : MODALITES DE REGLEMENT.....	11
ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD	12
ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	12
ARTICLE 25 : RECEPTION DEFINITIVE.....	12
ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHE	13
ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION.....	13
ARTICLE 28 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC	13
ARTICLE 29 : MESURES DE SECURITE	13
ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	13
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	14
ARTICLE 31 : SPECIFICATION GENERALES DE L'ETUDE	14
ARTICLE 32 : DEFINITION DES PRIX.....	16
ARTICLE 33 : MONTANT DU MARCHE	Erreur ! Signet non défini.
CHAPITRE III : DEFINITIONS DES PRIX ET BORDEREAU DES PRIX	17
ARTICLE 34 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF.....	17

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert en application de l'article 16 du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou, créée par le décret n° 2-00-477 du 17 Châabane 1421 (14 Novembre 2000). Représentée par son Directeur et désigné ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou ABHS.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital socialPatente n°
Registre de commerce deSous le n°.....
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*).....ouvert auprès
de.....
Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETEARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

2. cas de personne physique

M.
Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce de Sous le n°
Patente n° Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)
ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
..... (les références de la convention)..... :

- Membre 1 :

M. qualité
Agissant au nom et pour le compte de en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce de Sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)
ouvert auprès de

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- Membre n :

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du
groupement) ayant M. (prénom, nom
et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution
de l'étude, ayant un compte bancaire commun sous n°
(RIB sur 24 positions)
ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offres a pour objet la réalisation de l'étude de la délimitation des zones inondables des huit centres dans le bassin du Sebou selon le programme ci-dessous :

Provinces	Communes	Centres/Douars
Taounate	Tamdite	Tamdite
Taounate	Kriat ba mohamed	Kriat ba mohamed
Taounate	Galaz	Galaz
Taounate	Moulay bouchta	Moulay bouchta
Taza	Bni Lent	Bni Lent
Taza	Bouhlou	kaouan
Taza	El Gouzate	El Gouzate
Khémisset	Ait Yadine	Ait Yadine

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES ETUDES

L'étude à réaliser concerne tous les cours d'eau limitrophes ou traversant les douars et centres.

Les prestations à réaliser au titre du présent marché consistent en ce qui suit :

- **Mission I** : Diagnostic de la situation existante, collecte des données et études hydrologique et topographique.
- **Mission II** : Etude hydraulique et délimitation des zones inondables.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix formant détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre ;
5. L'offre technique.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

A- Textes généraux

- Le dahir n° 1-03-195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabbi II (19 février 2015) relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 Rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiements et les intérêts moratoires relatif aux commandes publiques ;
- Décret n° 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Code général des impôts ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail,
- Circulaire n° 72/CAB du 26 Novembre 1992 d'application du Dahir n° 1.56.211 du 211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires ou adjudicataires de marchés publics,
- L'arrêté du chef du gouvernement n° 3-302-15 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics,
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat de l'ABHS. Si ce visa est requis.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre .

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 7 : PRESENTATION DE DOCUMENTS

Chaque rapport définitif sera élaboré sur la base du rapport provisoire en tenant compte de toutes les remarques et observations de l'Agence conformément aux dispositions de l'article 47 du CCAG-EMO. Les cartes qui seront jointes aux rapports finaux doivent être en couleur, et sous format adéquate.

Nombre d'exemplaires :

L'IC doit remettre au MO les plans et documents suivants:

Mission I: Diagnostic de la situation existante, collecte des données et études hydrologique et topographique.

- Rapports provisoires : 5 exemplaires
- Rapports définitifs : 10 exemplaires

Mission II : Étude hydraulique et délimitation des zones inondables.

- Rapports provisoires : 5 exemplaires
- Rapports définitifs : 10 exemplaires
- Notes de synthèse de l'étude : 10 exemplaires

L'IC doit fournir un rapport définitif reproductible et les contres calques de tous les plans. Ces mêmes rapports doivent être fournis sur support informatique (CD-ROM non réinscriptible et clé USB) en cinq (5) exemplaires contenant : le texte sur WinWord, les tableaux sur Excel, les plans sur Autocad, les notes de calcul de l'étude hydrologique sur Excel et le code source de la simulation hydraulique sur le logiciel utilisé ; le tout devra être installé sur un P.C du MO. Les dossiers définitifs de chaque mission devront être remis à l'Agence dans des coffrets rigides.

ARTICLE 8 : RELATION IC – AGENCE DE BASSIN

Durant l’accomplissement des missions qui lui sont confiées, l’IC ne sera en aucune façon autorisé à se substituer à l’Agence dans ses relations avec les tiers ou dans le fonctionnement de ses services. L’IC se limitera à donner des conseils qu’il appartiendra ensuite à l’Agence de transformer à sa convenance en décisions ou ordres d’exécution.

L’IC tiendra l’Agence au courant de toutes les relations qu’il aura à entreprendre avec des tiers pour l’accomplissement de son travail ; il transmettra en particulier un double de toute correspondance avec ces tiers.

Dans le cadre de son travail, et pour répondre aux prestations définies aux articles précédents, l’IC devra procéder à la collecte des données, des documents et des fichiers disponibles à l’agence, il procédera à des visites aux agences urbaines pour compléter les données non disponibles à l’ABHS.

L’IC doit tenir l’Agence au courant de la progression des résultats obtenus de la façon la plus continue et la plus complète possible. L’IC devra en particulier :

- fournir à l’Agence les comptes rendus de toutes les réunions IC - Agence de bassin concernant les études objet du marché,
- assister et animer si l’Agence de Bassin le lui demande d’assister aux réunions (Le chef de projet doit impérativement assister à ces réunions),
- présenter à l’issue de chaque étape de l’étude les résultats partiels de ses travaux de façon à ne faire figurer dans les rapports définitifs que les documents que l’Agence a étudié et sur lesquels il aura donné un accord de principe,
- assurer des contacts fréquents avec l’Agence en vue de réaliser l’étude dans de bonnes conditions.

ARTICLE 9 : DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAÎTRE D’OUVRAGE

Le maître d’ouvrage s’engage à procéder par écrit à l’acceptation des documents concernant les missions 1 et 2, ou à faire ses observations éventuelles au prestataire dans les conditions prévues par l’article 47 du CCAG- EMO. Si le délai prévu pour l’approbation de chaque phase est dépassé, un délai supplémentaire s’ajoutera au délai prévu au planning des études.

ARTICLE 10 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

A défaut d’avoir élu domicile au niveau de l’acte d’engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par le prestataire, sis

Maroc

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d’en aviser le maître d’ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1°) la liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13, est Monsieur le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir précité.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit requérir l'accord préalable du maître d'ouvrage auquel il est notifié la nature des prestations et l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie conforme du contrat de la sous-traitance et ce conformément à l'article 158 dudit décret.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché.

Les prestations énumérées ci-après ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance :

- Etudes de diagnostic et hydrologiques
- Etudes hydrauliques

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément aux dispositions de l'article 24 du décret du 20 mars 2013.

ARTICLE 13: DELAI D'EXECUTION OU DATE D'ACHEVEMENT

Le délai global d'exécution de l'étude est fixé à douze (12) mois à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer l'étude.

Chaque mission donnera lieu à un ordre d'arrêt et un ordre de reprise de l'étude afin de permettre à l'Agence d'examiner et de se concerter avec ses partenaires d'une manière approfondie sur les documents provisoires.

Le délai consacré par l'Agence pour l'examen des rapports n'est pas pris en compte dans le délai contractuel indiqué ci-dessus.

ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix forfaitaires.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont fermes et non révisables.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à la somme de Dix mille dirhams (10.000 Dh)

Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché, la somme étant arrondie à la dizaine de dirhams supérieure et doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 17 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 18 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des études, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 19 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 20 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des études et en application de l'article 47 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de la conformité des études aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les études présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux modifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 21 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à 6 mois à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas d'anomalies ou imperfections constatées et de remédier à l'ensemble des imperfections ou anomalies sans pour autant que ces études supplémentaires puissent donner lieu à paiement.

ARTICLE 22 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations objet du présent marché se fera sur des décomptes établis après réception des factures sur présentation des titres justificatifs (remise des rapports provisoires et définitifs) des travaux effectuées conformément au bordereau des prix.

Les paiements seront effectués comme suit :

- 40 % du montant du sous prix à la remise des rapports provisoires.
- 60 % du montant des prix à la remise de tous les rapports définitifs de chaque mission.

A l'exception de la sous mission I-2 « Travaux topographique » rémunéré au prix du mètre linéaire des profils en long y compris les profils en travers, réalisés conformément aux descriptions du paragraphe I-2 de l'article 31 et selon les directives de l'Agence.

Le montant de chaque décompte sera réglé au prestataire dans les trois (3) mois qui suivent la réception par l'Agence, des rapports provisoires et définitifs de l'étude. Le maître d'Ouvrage se libérera valablement des sommes dues par lui en exécution du présent marché en créditant le compte bancaire du prestataire n°

Ouvert auprès de..... (La banque, la poste ou la trésorerie générale du Royaume).

ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé les études dans les délais prescrits (*ou à la date d'achèvement prescrite lorsque le marché fixe ladite date*), il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (Un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

Cependant, le titulaire peut opter pour une imposition forfaitaire au taux de huit pour cent (8 %) sur le montant hors TVA dans les conditions prévues à l'article 16 du Code général des Impôts.

ARTICLE 25 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive et après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les anomalies éventuelles ont été prises en charge par le prestataire.

ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 28 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 29 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents relevant de la ville de Fès.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 31 : SPECIFICATION GENERALES DE L'ETUDE

Mission I: Diagnostic de la situation existante, collecte des données, études hydrologiques, topographiques,

Sous mission I.1- Diagnostic de la situation existante, collecte des données et étude hydrologique.

Dans le cadre de cette sous mission, l'IC doit mettre l'accent essentiellement sur les points suivants :

- La réalisation des enquêtes de terrains et la description de la zone d'étude (habitée, vierge, terrains agricoles,...) ;
- La collecte des études réalisées dans la zone ;
- La délimitation des zones inondées historiquement et l'origine de ces inondations, les dégâts qu'elles causent, l'état du réseau hydrographique et l'occupation des lits majeurs des cours d'eau ;
- Description des ouvrages hydrauliques existant qui peuvent influencer les inondations dans la zone d'étude (pont, ouvrages hydrauliques, zone de stockage, etc..) ;
- Le repérage de tous les points d'étranglement de l'écoulement ;
- La réalisation des études hydrologiques pour les différents cours d'eau. Ces cours d'eaux à prendre en considération seront arrêtés par le BE après approbation de l'ABHS. Ces études hydrologiques à réaliser par le BE concernent les fréquences 1/100, 1/50 et 1/10 pour chaque cours d'eau ou origine d'inondation.

Pour la réalisation des études hydrologiques, l'IC doit collecter, auprès de l'Agence de Bassin hydraulique du Sebou et la Direction de la Météorologie Nationale toutes les informations nécessaires à l'étude. Les données collectées doivent être critiquées, homogénéisées et complétées par l'IC avant leur utilisation. Le BE doit justifier le choix des postes pluviométriques ou stations hydrologiques qui seront prise en compte dans cette étude.

Les séries de données à récupérer de l'ABHS, selon leur disponibilité, concernent :

- Les données climatologiques : précipitations,
- Les données hydrométriques : les débits journaliers, mensuels et annuels, ...
- Les études existantes ; études hydrologiques générales, ...

La collecte de ces informations est à la charge de l'IC qui se déplacera aux administrations concernées pour les récupérer.

Le rapport de cette sous mission devra être illustré par un album photo, des cartes en couleur de bonne qualité, à format et échelle adéquate et précisant les tronçons des cours d'eau concernés, les grandes infrastructures (cartes des BV, routes, quartiers, établissements ainsi que les aménagements ou ouvrages hydrauliques existants (pont, dalot, canal, fossé, conduite,...) et également les zones inondées.

Sous mission I.2- Travaux topographiques

Le titulaire exécutera à sa charge les travaux topographiques nécessaires à l'étude par un Ingénieur topographe inscrit au tableau de l'ordre des I.G.T conformément aux dispositions de la loi n° 30-93 relative à l'exercice de la profession d'Ingénieur Géomètre Topographe et instituant l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres Topographes ainsi que le décret d'application n° 2-94-266 du 18 Chaâbane 1415 (20 Janvier 1995).

Ces travaux consistent en la réalisation :

- Un plan coté d'une largeur de 20 m (10 mètre à partir de l'axe) le long des axes des cours d'eau ;
- Des profils en travers des cours d'eau, faisant objet de l'étude hydraulique, à l'intérieur du périmètre objet de l'étude ;
- Les profils en long des aménagements existants ;
- Des profils en travers bathymétriques en cas de besoins ;
- Les levés des ouvrages hydrauliques et de toutes les constructions existantes le long du plan coté ;

La définition des travaux topographiques doit être en présence de l'Agence et les travaux ainsi réalisés doivent être soumis à l'approbation de l'Agence. Après validation, les travaux topographiques devront être présentés dans un rapport en tenant compte des observations de l'ABHS.

Les profils en travers doivent reproduire le plus que possible la géométrie des sections du cours d'eau considéré.

Les cartes de restitution seront collectées par le Bureau d'Etudes, à sa charge, auprès des Agences Urbaines. Ces cartes ne peuvent en aucun cas remplacer les travaux topographiques cités ci-dessus.

Les échelles retenues pour les levés topographiques sont les suivants :

- Profils en long : - Hauteur : 1/50ème - Longueur : 1/500ème

Les autres travaux topographiques doivent être transmis à l'ABHS à des échelles appropriées sous format papier lisible et numérique (sous format Autocad). Aussi, les levés topographiques doivent être liés au système de projection Lambert et rattachés au Nivellement Général du Maroc (NGM).

Mission II : Etude hydraulique et délimitation des zones inondables

Dans cette phase, l'IC élaborera la modélisation hydraulique de la propagation de l'onde des crues des cours d'eau inondant les centres objet de l'étude.

Il y a lieu de rappeler que certaines zones sont caractérisées par une topographie relativement plate et par l'existence des micro-reliefs. De ce fait, les écoulements prennent une forme multidirectionnelle avec des zones de stockage. Pour bien représenter les écoulements au

niveau de ces zones de l'étude, l'IC devra utiliser impérativement un **modèle bidimensionnel**.

A cet effet, il soumettra au MO pour validation une note méthodologie de la démarche à suivre pour effectuer les simulations mathématiques demandées, traitant entre autres la présentation du modèle bidimensionnel qu'il compte utiliser pour simuler la propagation des crues. Ce modèle doit être capable de :

- Modéliser les écoulements transitoires et le comportement des champs des inondations;
- Tenir compte des changements de la rugosité du lit des oueds, en fonction de la variation et de la géométrie des profils ;
- Permettre d'une manière générale la simulation des situations complexes du point de vue fonctionnement hydraulique.

Le calage du modèle doit être effectué par le BE. Par ailleurs, des tests de sensibilité du modèle aux plus importants paramètres doivent être effectués pour juger de la qualité des choix faits en termes de schématisation du système et de paramétrage du modèle.

A cette fin, l'IC devra effectuer les visites sur le terrain pour se rendre compte de la morphologie des cours d'eau objet de cette étude afin de se prononcer sur les caractéristiques hydrauliques des cours d'eau (notamment les coefficients de rugosité).

En utilisant le modèle hydraulique ainsi établi, l'IC doit déterminer la capacité d'évacuation actuelle des crues des cours d'eau en tenant compte des ouvrages existants en vue de déterminer les points de débordement et les sections qui connaissent des étranglements.

L'I.C est tenu d'effectuer également des simulations hydrauliques pour des scénarios de crues qui seront arrêtés définitivement par l'IC en concertation avec l'Agence. Ce calcul doit permettre la détermination en tout point des tronçons des cours d'eau situés à l'intérieur des zones concernées par les inondations, pour les fréquences 1/100, 1/50, 1/10 :

- **Des différents points de débordement des eaux des crues des cours d'eau modélisés ;**
- **De la côte maximale atteinte ;**
- **De la vitesse moyenne maximale atteinte ;**
- **De la définition des cartes des zones inondables pour chaque fréquence (1/100, 1/50, 1/10) sur les cartes de restitution ou le Plan d'Aménagement qui seront collectés par le BET auprès des agences urbaines.**

Le rapport de cette mission devra être illustré par des cartes en couleur de bonne qualité, à format et échelle adéquate et précisant les zones inondables pour chaque cours d'eau, les résultats hydrauliques et leur interprétation (vitesses, tirants d'eau, points de débordement, points d'étranglement, quartiers menacés etc...).

ARTICLE 32 : DEFINITION DES PRIX

Les missions et sous missions sont réglées aux prix forfaitaires et unitaires conformément aux descriptions de l'article 31 du CPS à l'exception de la sous mission I-2 « Travaux topographique » rémunéré au prix du mètre linéaire des profils en long y compris les profils en travers, réalisés conformément aux descriptions du paragraphe I-2 de l'article 31 et selon les directives de l'Agence.

CHAPITRE III : DEFINITIONS DES PRIX ET BORDEREAU DES PRIX

Etude de la délimitation des zones inondables de huit centres dans les provinces de Taza, Taounate et Khémisset.

ARTICLE 34 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF

Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant (HT)
Mission I : Diagnostic de la situation existante, collecte des données et études hydrologique et topographique					
1	Sous mission I -1 : Diagnostic de la situation existante, collecte des données et étude hydrologique	F	1		
2	Sous mission I-2 : Travaux topographiques	ml	25000		
Mission II : Etude hydraulique et délimitation des zones inondables					
3	Etude hydraulique et délimitation des zones inondables	F	1		
Total (HT)					
TVA (20%)					
Total (TTC)					

Arrêté le présent bordereau des prix formant détail estimatif à la somme de
.....Dirhams Toutes Taxes Compris

AO n° 30/2021/ABHS

OBJET : Etude de la délimitation des zones inondables de huit centres dans les provinces de Taza, Taounate et Khémisset.

Montant :

Dressé par :	Vérifié et présenté par :
Fès le	Date :
Lu et accepté par : Le prestataire soussigné	
Fès le	
Visé par : Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou	Approuvé par : Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou
Rabat, le :	Fès le